

Démocratie et bonne gouvernance : logique des enjeux politiques.

Par

Alain DINZILA NDIONO NDOPETELO*

R

ésumé

La présente étude interroge le lien dialectique entre démocratie et bonne gouvernance à partir de la perception qu'a le personnel de l'Université de Kinshasa (Unikin) et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin) de la pratique démocratique des gouvernants congolais. L'étude analyse la pratique de la bonne gouvernance, la promotion de la démocratie et la crédibilité accordée aux gouvernants avec l'image globale de ces derniers. Les données traitées, au moyen du test du khi-carré, révèlent une perception négative : 83 % des enquêtés jugent mauvaise la pratique de la bonne gouvernance et 82 % estiment que la démocratie n'est pas réellement promue par les gouvernants. Ces deux variables sont statistiquement associées à l'image négative des gouvernants. La discussion replace ces constats dans le débat théorique sur la démocratie représentative et la gouvernance démocratique et montre que le déficit de légitimité perçu procède moins d'un manque formel d'institutions démocratiques que d'un divorce entre les pratiques de gestion publique et les normes de transparence, de redevabilité et de participation qui fondent la bonne gouvernance. L'étude plaide pour un renforcement de l'ancrage citoyen des institutions et pour l'émergence d'un profil de gouvernant managérial, intègre et redevable.

Mots-clés : démocratie ; bonne gouvernance ; légitimité ; gouvernants congolais ; perception ; République Démocratique du Congo.

Abstract

This study examines the dialectical relationship between democracy and good governance based on the perceptions of staff at the University of Kinshasa (Unikin) and the Higher Institute of Medical Techniques of Kinshasa (ISTM-Kin) regarding the democratic practices of Congolese leaders. The study analyzes the practice of good governance, the promotion of democracy, and the credibility attributed to government officials in relation to their overall image. The data, analyzed using the chi-square test, reveal a negative perception: 83% of respondents rate the practice of good governance as poor, and 82% believe that democracy is not truly promoted by government officials. These two variables are statistically associated with the negative image of government officials. The discussion situates these findings within the theoretical debate on representative democracy and democratic governance and shows that the perceived deficit in legitimacy stems less from a formal lack of democratic institutions than from a disconnect between public management practices and the standards of transparency, accountability, and participation that underpin good governance. The study advocates for strengthening the public's connection to institutions and for

* Professeur à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Département de Sociologie, Kinshasa, République Démocratique du Congo

the emergence of a new profile of leaders who are managerial, ethical, and accountable.

Keywords: democracy; good governance; legitimacy; Congolese leaders; perception; Democratic Republic of the Congo.

0.INTRODUCTION

L'effondrement du bloc soviétique au tournant des années 1990, précipité par la Perestroïka et le Glasnost de Mikhaïl Gorbatchev, a entraîné dans son sillage la chute de nombreux régimes à parti unique d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie (Vangu Ngimbi, 2017). La démocratie est alors devenue, pour la quasi-totalité des États du continent, le référentiel obligé de la modernité politique. La République Démocratique du Congo n'a pas échappé à ce mouvement : l'ouverture politique amorcée le 24 avril 1990 inaugurait, dans l'esprit du souverain primaire, une ère nouvelle censée garantir les libertés fondamentales, la bonne gouvernance et la tenue régulière d'élections libres (Vangu Ngimbi, 2017).

Trois décennies plus tard, le constat dressé par une partie significative de l'opinion congolaise reste cependant sévère : la démocratisation formelle ne se serait pas accompagnée d'une gouvernance effectivement démocratique. Les contestations entourant les scrutins présidentiel et législatifs de 2011 ont, à cet égard, fortement écorné la légitimité des gouvernants. La Mission d'observation électorale de l'Union européenne comme la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) ont en effet relevé de graves irrégularités entachant la crédibilité des résultats proclamés par la Commission Électorale Nationale Indépendante (Pourtier, 2012). Ce climat de suspicion installe durablement la question de la légitimité des gouvernants au cœur du débat public et invite à interroger, au-delà des procédures électorales, la pratique quotidienne de la gouvernance.

Cette interrogation prend un relief particulier au sein des établissements d'enseignement supérieur et universitaire publics, qui constituent à la fois le vivier de formation de l'élite dirigeante et l'une des catégories socioprofession-

nelles les plus exposées aux effets des politiques publiques (quasi-absence de subsides étatiques, vétusté des infrastructures, tensions salariales récurrentes). Le personnel de l'Université de Kinshasa et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa occupe de ce fait une position d'observateur privilégié : par sa familiarité avec l'analyse critique des phénomènes sociopolitiques, il est mieux à même que le commun des citoyens de juger de l'adéquation entre les actions des gouvernants et les aspirations de la population.

La problématique de cette étude se formule ainsi à travers quatre questions : (1) comment le personnel de l'Unikin et de l'ISTM-Kin perçoit-il l'action des gouvernants congolais ? (2) les politiques publiques mises en œuvre par ces derniers parviennent-elles à satisfaire les attentes de la population ? (3) l'image, positive ou négative, de ces gouvernants est-elle statistiquement associée à la pratique perçue de la bonne gouvernance et à la promotion de la démocratie ? (4) quelles perspectives permettraient de redorer cette image ? L'hypothèse centrale soutient que l'image que se fait le personnel enquêté des gouvernants congolais est globalement négative et qu'elle est directement proportionnelle à l'incapacité perçue de ces derniers à pratiquer une gouvernance réellement démocratique et transparente.

L'objectif général de la recherche consiste à déterminer l'image des gouvernants congolais telle que perçue par les agents et cadres de l'Unikin et de l'ISTM-Kin, et à vérifier dans quelle mesure cette image est tributaire de la pratique de la bonne gouvernance et de la promotion effective de la démocratie. Pour y parvenir, l'article s'organise en quatre temps : la section II expose le cadre théorique, le milieu d'étude, l'échantillonnage et les outils de collecte et de traitement des données ; la section III présente les résultats descriptifs et les tests d'association statistique

; la section IV discute ces résultats à la lumière du débat conceptuel sur la démocratie et la gouvernance ; la section V conclut en formulant quelques recommandations.

1. MATERIELS ET METHODES

1.1. Posture épistémologique et type d'étude

La méthode considérée dans cette étude est la méthode dialectique, choisie en raison de la thématique de la recherche, laquelle place en son centre l'analyse de deux catégories d'acteurs en interaction : les gouvernants et les gouvernés. La dialectique est ici entendue comme une démarche qui associe le concept de totalité, en refusant l'isolement entre les ensembles et leurs parties, et la recherche des contradictions internes à la réalité sociale, en mettant en relief les tensions, les conflits et les antagonismes qui structurent la relation entre gouvernants et gouvernés (Burdeau, 1956 ; Loka-ne-Kongo, 2001). Elle s'appuie plus sur une des 4 lois dialectiques à savoir : la loi du changement. L'étude adopte un devis quantitatif, de type transversal et descriptivo-explicatif : une enquête par questionnaire standardisé a permis l'analyse statistique univariée et bivariée des données, complétée par un volet qualitatif (déclarations spontanées des enquêtés) mobilisé à des fins d'illustration et d'interprétation.

1.2. Milieu, population et base de sondage

L'enquête a été conduite au sein de deux institutions publiques d'enseignement supérieur et universitaire de la ville de Kinshasa : l'Université de Kinshasa (Unikin) et l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa (ISTM-Kin). La population cible est constituée de l'ensemble des membres du corps académique, du corps scientifique et du corps administratif, technique et ouvrier des deux institutions, soit une population mère de 3 192 agents et cadres répartis en deux strates : la strate Unikin (2 731 agents) et la strate ISTM-Kin (461 agents). La base de sondage correspond à la liste exhaustive de ces personnels, fournie par les services compétents des deux institutions.

1.3. Échantillonnage

Un échantillonnage stratifié et proportionnel a été appliqué, chaque institution étant traitée comme une strate distincte. À l'intérieur de chaque strate, un taux de sondage de 1/7e a été retenu afin de préserver la représentativité de chaque catégorie professionnelle (professeurs ordinaires, professeurs associés, chefs de travaux, assistants, directeurs, chefs de division, chefs de bureau, etc.). Ce taux a permis de fixer un échantillon théorique de 440 personnes (390 pour l'Unikin et 50 pour l'ISTM-Kin). Le tableau 1 présente la situation échantillonnale globale de l'étude, incluant l'échantillon exécuté après l'enquête de terrain.

Tableau 1. Situation échantillonnale globale de l'étude (Unikin et ISTM-Kin)

Catégorie	Effectif Unikin	Éch. exéc. Unikin	Tx. (%) Unikin	Effectif ISTM	Éch. exéc. ISTM	Total exécuté	Tx. global (%)
Corps académique (PE/PO/P/PA)	824	83	70 %	34	0	83	65 %
Chefs de Travaux (CT)	664	47	49 %	173	13	60	53 %
Assistants (AS2/AS1)	555	44	56 %	92	2	46	45 %
Corps administratif (DCS/D/CD/CB)	688	136	137 %	162	13	149	112 %
TOTAL	2 731	311	80 %	461	28	339	77 %

Au terme de la collecte, sur les 440 personnes échantillonnées, 339 ont répondu intégralement au questionnaire, soit un taux de couverture global de 77 % (80 % à l’Unikin et 56 % à l’ISTM-Kin). Cette différence de couverture entre institutions s’explique principalement par des contraintes logistiques propres à l’ISTM-Kin durant la période de collecte. Les critères d’inclusion exigeaient, pour chaque catégorie de personnel, la résidence dans la ville de Kinshasa, l’exercice effectif dans l’une des deux institutions et le consentement libre et éclairé à participer à l’enquête.

1.4. Instruments et procédure de collecte des données

Deux instruments ont été utilisés : une fiche de recensement nominatif du personnel par catégorie, et un questionnaire structuré en quatre modules. Le premier module identifie les caractéristiques sociodémographiques des répondants (âge, sexe, état civil, niveau d’études, institution, profession, grade, province d’origine). Le deuxième module porte sur les opinions relatives aux gouvernants congolais : perception générale, satisfaction des attentes, gestion des affaires publiques, actions posées, appréciation comparée des gouvernants de la Deuxième République, promotion de la démocratie et pratique de la bonne gouvernance. Le troisième module documente la situation socio-économique des répondants (dépenses, salaire, satisfaction des besoins sociaux). Le quatrième module porte sur l’appartenance organisationnelle (parti de la Majorité, de l’Opposition, ou société civile).

L’enquête s’est déroulée sur neuf mois, de janvier à septembre 2015. Le questionnaire a été pré-testé du 1er au 10 janvier 2015, puis réajus-

té pendant trois semaines. L’administration s’est faite directement, de février à mars 2015, à l’aide d’une équipe de cinq enquêteurs formés à cet effet ; le retrait des questionnaires intervenait dans les soixante-douze heures suivant le dépôt. Les données ont ensuite été codifiées et saisies sous EpiData, puis transférées vers le logiciel SPSS pour traitement, soit soixante-quatorze variables encodées au total.

1.5. Traitement et analyse statistique des données

Les analyses univariées ont permis d’établir les distributions de fréquences et de pourcentages relatives à la pratique perçue de la bonne gouvernance, à la promotion de la démocratie et à la crédibilité des gouvernants congolais. Les analyses bivariées ont mobilisé le test du khi-carré (χ^2) d’indépendance afin de vérifier l’existence d’une association statistiquement significative entre, d’une part, ces trois variables et, d’autre part, l’image globale (positive ou négative) que le personnel enquêté se fait des gouvernants. Le seuil de signification a été fixé à $p < 0,05$, avec trois paliers de significativité rapportés conformément à la convention statistique en usage dans cette discipline : 90 %, 95 % et 99 %.

2. RESULTAS ET ANALYSE

2.1. Perception de la pratique de la bonne gouvernance, de la promotion de la démocratie et de la crédibilité des gouvernants

Le tableau 2 présente les fréquences et pourcentages relatifs aux trois indicateurs centraux de l’étude : la pratique de la bonne gouvernance, la promotion de la démocratie et la crédibilité accordée aux gouvernants congolais.

1.2. Revue des études empiriques

Tableau 2. Synthèse des études empiriques

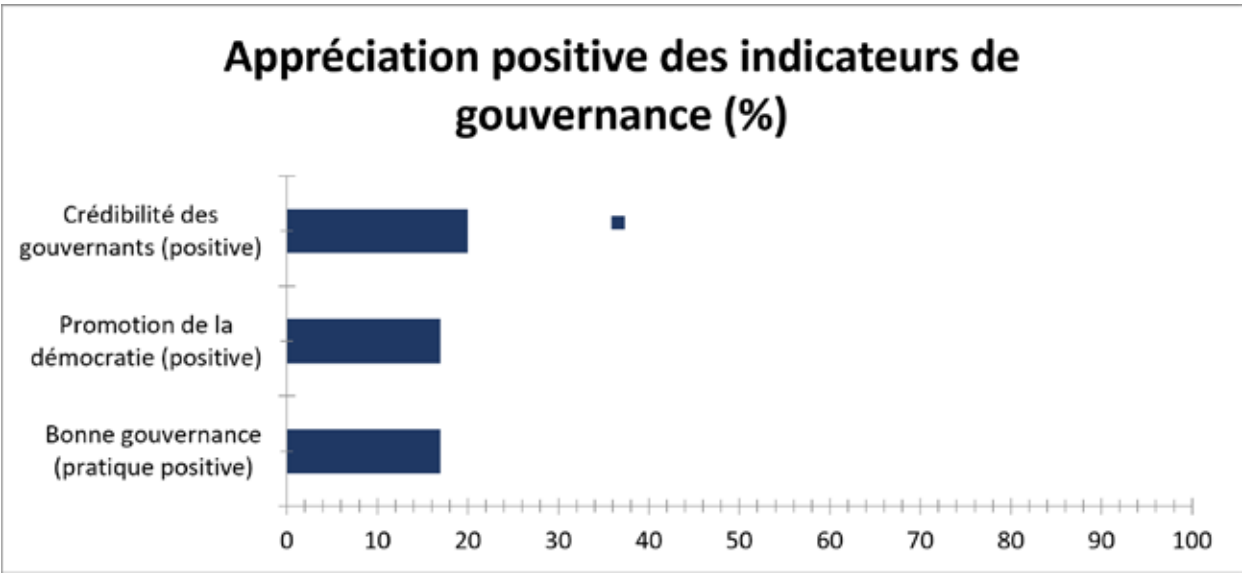
Auteur (année)	Échantillon	Approche	Principaux
Stephie & Hong (2023)	Rawbank (RDC)	Étude empirique (cas)	Importan

Tableau 2. Perception de la bonne gouvernance, de la promotion de la démocratie et de la crédibilité des gouvernants congolais (n = 325-329)

Indicateur	N répondants	Appréciation positive	Appréciation négative	Total
Pratique de la bonne gouvernance	329	17 % (n = 56)	83 % (n = 273)	100 %
Promotion de la démocratie	329	17 % (n = 57)	82 % (n = 271)	100 %
Crédibilité des gouvernants	329	20 % (n = 66)	80 % (n = 263)	100 %

Les données du tableau 2 montrent une convergence frappante des trois indicateurs vers une appréciation négative. S’agissant de la pratique de la bonne gouvernance, 83 % des enquêtés (n = 273) la jugent mauvaise, contre seulement 17 % (n = 56) qui l’estiment satisfaisante. La promotion de la démocratie recueille un jugement quasi identique : 82 % des répondants considèrent qu’elle n’est pas réellement assurée par les gouvernants, contre 17 % d’avis favorables. Enfin, 80 % des enquêtés n’accordent pas de crédibilité aux gouvernants congolais, qu’ils soient issus de la Majorité ou de l’Opposition, contre 20 % qui leur en reconnaissent. La figure 1 illustre la répartition des appréciations positives pour ces trois indicateurs.

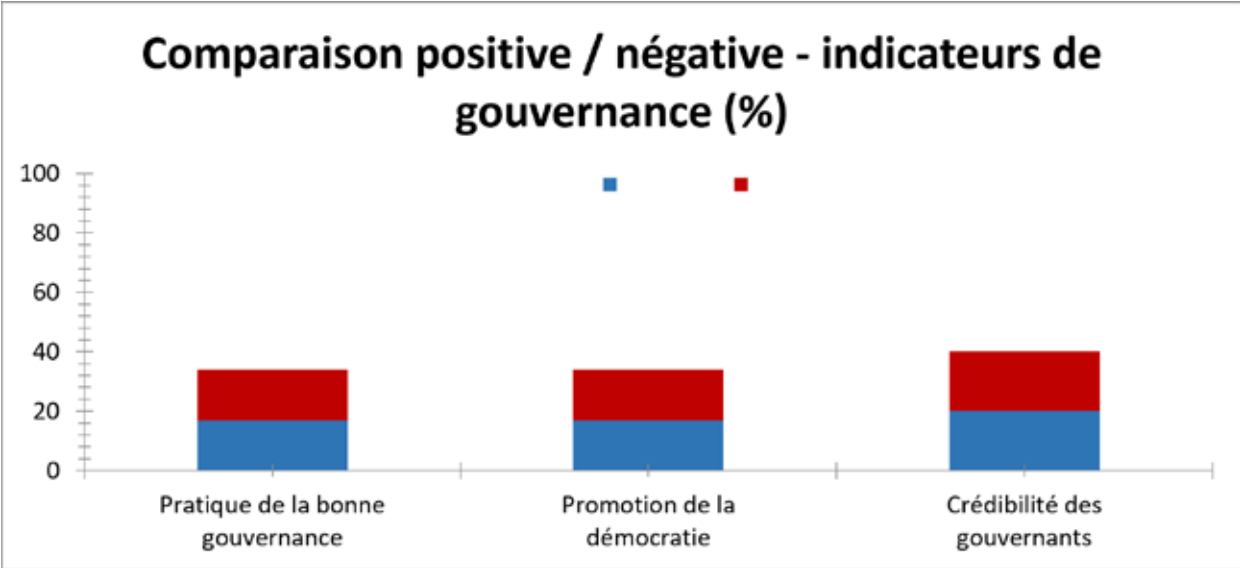
Figure 1. Proportion des appréciations positives sur la bonne gouvernance, la promotion de la démocratie et la crédibilité des gouvernants (%)



Source : élaboré par l’auteur à partir des données de l’enquête de terrain (2015-2016).

La figure 2 met en regard les proportions d’appréciations positives et négatives pour chacun des trois indicateurs, faisant apparaître l’ampleur du déséquilibre observé.

Figure 2. Comparaison des appréciations positives et négatives sur les trois indicateurs étudiés (%)



Source : élaboré par l’auteur à partir des données de l’enquête de terrain (2015-2016).

Par ailleurs, lorsqu’on interroge les enquêtés sur l’appréciation comparée des gouvernants de la Deuxième République, 55 % portent un jugement favorable contre 19 % défavorable (26 % sans opinion), ce qui suggère, en creux, une forme de nostalgie institutionnelle relative davantage liée à la stabilité économique perçue de cette période qu’à une adhésion à son mode de gouvernance autoritaire.

2.2. Associations statistiques entre les indicateurs de gouvernance et l’image des gouvernants

Le tableau 3 présente les résultats des tests du khi-carré d’indépendance croisant chacun des trois indicateurs avec l’image globale (positive/négative) que les enquêtés se font des gouvernants congolais.

Tableau 3. Associations statistiques (khi-carré) entre les indicateurs de gouvernance et l’image des gouvernants congolais

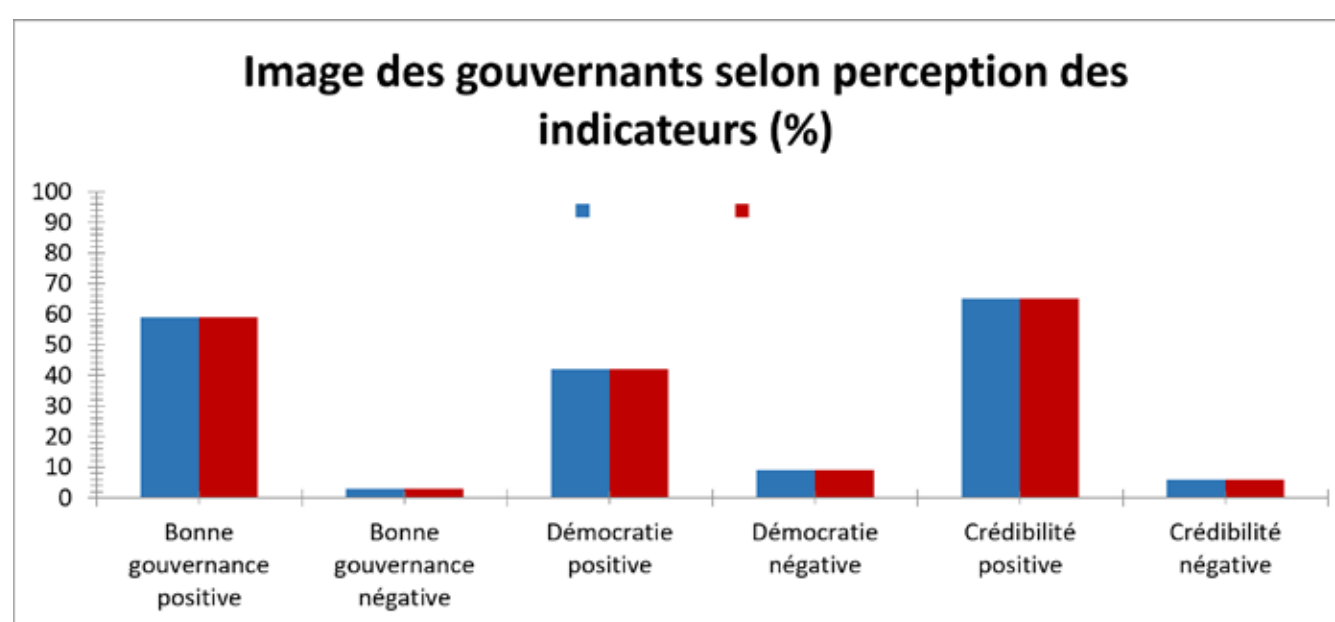
Variable	Image pos. / ap-préciation pos.	Image pos. / ap-préciation nég.	χ^2	p	Sig.
Pratique bonne gouvernance	59 %	3 %	134,535	< 0,001	***
Promotion démocratie	42 %	9 %	44,289	< 0,001	***
Crédibilité gouvernants	65 %	6 %	126,273	< 0,001	***
Appréciation 2e République	80 %	48 %	21,993	< 0,001	***

Source : élaboré par l’auteur à partir des données de l’enquête de terrain (2015-2016)

Les trois associations sont statistiquement significatives au seuil de 99 % ($p < 0,001$). La pratique de la bonne gouvernance présente l'association la plus forte ($\chi^2 = 134,535$), suivie de la crédibilité des gouvernants ($\chi^2 = 126,273$) puis de la promotion de la démocratie ($\chi^2 = 44,289$). Concrètement, parmi les enquêtés qui jugent positive la pratique de la bonne gouvernance, 59 % ont également une image positive des gou-

vernants, contre seulement 3 % parmi ceux qui la jugent négative. À l'inverse, parmi ceux qui estiment que la démocratie est positivement promue, 42 % perçoivent positivement les gouvernants, contre 9 % parmi ceux qui jugent cette promotion négative. La figure 3 illustre cette relation croisée pour les trois indicateurs.

Figure 3. Image positive et négative des gouvernants selon la perception de la bonne gouvernance, de la démocratie et de la crédibilité (%)



Source : élaboré par l'auteur à partir des données de l'enquête de terrain (2015-2016).

Le volet qualitatif de l'enquête éclaire ces résultats chiffrés. S'agissant de la pratique de la bonne gouvernance, un enquêté favorable relève : « nous saluons l'avènement de la bancarisation de la paie des fonctionnaires et la modernisation des infrastructures... la bonne politique a entraîné l'absence de grèves... ». À l'inverse, un répondant critique dénonce : « le détournement des deniers publics et le refus d'améliorer le social de la population... la gestion de la chose publique n'est pas transparente aux yeux de la population car la politique de deux poids deux mesures persiste... ». Concernant la promotion de la démocratie, une déclaration typique des avis négatifs souligne : « ils se préoccupent de tailler la loi à leur mesure... la démocratie n'existe pas, il nous faut encore du temps pour y

arriver... ils trouvent toujours des méthodes détournées pour demeurer pendant longtemps au pouvoir... ».

Sur le plan socio-économique, 97 % des enquêtés se déclarent insatisfaits de leur salaire au regard de leurs besoins essentiels, ce qui renforce la lecture critique de la gouvernance publique. Les recommandations les plus fréquemment formulées à l'endroit des gouvernants portent sur la prise en compte des besoins sociaux de base de la population (77 % des réponses), le respect des textes constitutionnels et des droits humains (7 %) et la promotion de l'alternance politique (4 %).

3. Discussion

3.1. De la pluralité des définitions de la démocratie à l'épreuve congolaise

Le concept de démocratie demeure, dans la littérature, un objet à la fois consensuel dans son principe et contesté dans ses modalités d'application. Selon la définition classique reprise par l'Agence d'information des États-Unis (1991), la démocratie désigne un « gouvernement par le peuple », dont la souveraineté est exercée directement ou par l'intermédiaire de représentants désignés au cours d'élections libres ; elle repose sur des piliers tels que la souveraineté populaire, la règle de la majorité assortie de la protection des droits des minorités, des élections libres et justes, et des limites constitutionnelles imposées au pouvoir. Pour Loka-ne-Kongo (2001), reprenant Burdeau (1956), la démocratie est avant tout une valeur fondamentale, celle de la prise en charge par les hommes de leur destin individuel et collectif ; elle ne se réduit donc pas à une simple procédure électorale mais engage un processus continu de légitimation du pouvoir par la volonté populaire.

Cette lecture rejoint l'analyse de Vangu Ngimbi (2017), pour qui la démocratie suppose la réunion de sept conditions cumulatives : un État de droit garantissant les libertés de la majorité et des minorités ; le pluralisme politique ; la liberté de la presse et d'opinion ; la séparation des pouvoirs ; la bonne gouvernance, entendue comme transparence dans la gestion des affaires publiques ; l'existence d'une société civile organisée comme contre-pouvoir ; et des élections libres et transparentes. C'est précisément cette articulation organique entre démocratie et bonne gouvernance : la seconde figurant comme l'un des piliers constitutifs de la première qui éclaire les résultats de la présente étude : un déficit perçu de bonne gouvernance n'est jamais un problème isolé, il atteint la légitimité démocratique dans son ensemble, ce que confirme la

force statistique de l'association observée entre les deux variables ($\chi^2 = 134,535$; $p < 0,001$).

3.2. La bonne gouvernance : entre doctrine technocratique et exigence démocratique

La notion de gouvernance, réapparue dans le vocabulaire politique international à la suite du rapport de la Banque mondiale *Governance and Development* (Lateef, 1992), a d'abord été déclinée comme un outillage technique destiné à réformer l'administration publique des pays en développement sur le modèle des entreprises privées : rigueur budgétaire, transparence, lutte contre la corruption, réduction du champ d'intervention de l'État. Schmitter (2000) la définit ainsi comme « une méthode ou un mécanisme de résolution d'une vaste série de problèmes ou de conflits, par laquelle les acteurs parviennent régulièrement à des décisions mutuellement satisfaisantes ou contraignantes, à travers la négociation et la coopération ». Cette approche, longtemps centrée sur des indicateurs quantitatifs, a montré ses limites : son caractère prescriptif et anhistorique a été critiqué pour son incapacité à rendre compte de la diversité des trajectoires politiques nationales.

Une seconde génération de réflexion, portée notamment par le Programme des Nations unies pour le développement, a substitué à cette « bonne gouvernance » technocratique le concept de gouvernance démocratique, défini moins comme un résultat institutionnel que comme un processus d'association des citoyens à la prise de décision, ancré dans la légitimité sociale des institutions. Les résultats empiriques de la présente étude permettent précisément de documenter ce déplacement : les enquêtés ne contestent pas l'existence formelle d'élections ou d'un cadre constitutionnel : l'un d'eux reconnaît d'ailleurs que « ils ont organisé les élections législatives et présidentielles de 2006 et 2011, ils ont intro-

duit un État de droit où tout le monde peut faire ses déclarations sans être inquiété » mais bien l'effectivité de la transparence, de la redevabilité et de l'équité dans la gestion des affaires publiques. C'est en cela que la perception négative de la bonne gouvernance (83 %) excède largement celle de la simple promotion formelle de la démocratie, suggérant que le déficit perçu se situe moins dans l'architecture institutionnelle que dans sa mise en pratique quotidienne.

3.3. Légitimité, crédibilité et crise de confiance

Les controverses entourant le processus électoral congolais de 2011 offrent un cadre interprétatif pertinent pour comprendre l'ampleur de la défiance mesurée dans cette étude. Pourtier (2012) rappelle que les observateurs internationaux, la Fondation Carter, la Commission européenne et la Conférence épiscopale nationale du Congo se sont accordés pour dénoncer l'opacité du dépouillement et la fragilité de la Commission électorale, dont les membres avaient été majoritairement désignés par le chef de l'État sortant. Cette contestation de la légitimité électorale n'est pas restée sans effet sur la perception de la gouvernance qui en a découlé : 80 % des enquêtés de la présente étude n'accordent aujourd'hui aucune crédibilité aux gouvernants, qu'ils appartiennent à la Majorité ou à l'Opposition, ce qui traduit une crise de confiance généralisée plutôt qu'un positionnement partisan circonstanciel.

Cette défiance trouve un écho dans la dialectique entre légalité et légitimité évoquée par certains auteurs cités par Bellina (2009) : l'accession au pouvoir par des voies juridiquement validées ne suffit pas à fonder une légitimité durable si elle ne se prolonge pas par des performances de gouvernance reconnues par les gouvernés. Loka-ne-Kongo (2001) l'exprimait déjà en soulignant que tout mode particulier d'accession au pouvoir doit nécessairement être converti en légitimité démocratique et populaire par les performances

économiques et sociales qui s'ensuivent, faute de quoi le pouvoir politique demeure suspendu à une légitimité seulement formelle. Le constat dressé par le personnel enquêté : 97 % d'insatisfaction salariale, 77 % de recommandations centrées sur la satisfaction des besoins sociaux de base illustre concrètement ce déficit de conversion.

3.4. Vers un profil de gouvernant légitime : implications pour l'action publique

Les enseignements tirés de cette étude rejoignent les analyses de Pereira Rosa et de Sy (cités par Bellina, 2009) sur la gouvernance démocratique en Afrique : l'efficacité d'une réforme de la gouvernance ne saurait se réduire à la technocratie gouvernementale ; elle repose avant tout sur le renforcement de la citoyenneté et sur l'ancrage social des institutions. Il ne saurait y avoir de gouvernance démocratique sans gouvernance légitime, c'est-à-dire sans gouvernance reflétant les valeurs et les attentes effectives de la société qu'elle prétend servir. Le profil de gouvernant souhaité par les répondants de cette étude : responsable, redevable, managérial, respectueux des droits humains, favorable à l'alternance politique et soucieux du bien-être collectif avant les intérêts personnels converge avec cette lecture : il ne s'agit pas de renoncer au cadre démocratique formel, mais d'exiger qu'il soit effectivement traduit en pratiques de gestion transparentes et redevables.

Cette étude comporte toutefois des limites qu'il convient de souligner. L'échantillon, bien que stratifié et statistiquement représentatif des deux institutions enquêtées, demeure circonscrit au personnel universitaire de la ville de Kinshasa et ne saurait être généralisé à l'ensemble de la population congolaise, dont les attentes et les conditions de vie diffèrent sensiblement de celles de cette catégorie socioprofessionnelle particulière. Le caractère transversal de l'enquête ne

permet pas non plus de saisir l'évolution de ces perceptions dans le temps, notamment au regard des changements politiques intervenus en RDC depuis la collecte des données. Des recherches longitudinales, étendues à d'autres catégories socioprofessionnelles et à d'autres provinces du pays, permettraient d'affiner la portée de ces résultats.

4 . Conclusion

Cette étude s'est proposée d'examiner le lien dialectique entre démocratie et bonne gouvernance à travers la perception qu'a le personnel de l'Université de Kinshasa et de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kinshasa de la pratique démocratique des gouvernants congolais. Les résultats confirment l'hypothèse centrale : l'image que se fait ce personnel des gouvernants est massivement négative (83 % pour la bonne gouvernance, 82 % pour la promotion de la démocratie, 80 % pour la crédibilité), et cette image est statistiquement associée, de façon hautement significative, à la perception d'un déficit de bonne gouvernance et de démocratie effective.

La discussion a montré que ce déficit perçu ne réside pas tant dans l'absence formelle d'institutions démocratiques : élections, pluralisme partisan, liberté de la presse que dans l'écart persistant entre ces institutions et les pratiques effectives de transparence, de redevabilité et de participation qui définissent la bonne gouvernance. La démocratie et la bonne gouvernance, bien que conceptuellement distinctes, apparaissent ainsi indissociables dans leur évaluation par les citoyens : l'une ne saurait être jugée crédible sans l'autre.

Sur le plan pratique, cette étude invite les pouvoirs publics congolais à dépasser une approche strictement procédurale de la démocratie pour investir dans une gouvernance réellement redevable envers les citoyens, notamment à travers

la transparence de la gestion des finances publiques, le respect de l'alternance politique et la prise en compte effective des besoins sociaux de base de la population. Sur le plan scientifique, elle invite à poursuivre l'investigation de cette relation dialectique auprès d'échantillons plus larges et diversifiés, afin de consolider la compréhension des ressorts de la légitimité politique dans les contextes de démocratisation inachevée d'Afrique subsaharienne.

5. Bibliographies

1. Agence d'information des États-Unis. (1991). Qu'est-ce que la démocratie ? (numéro d'octobre 1991).
2. Aron, R. (1965). *Démocratie et totalitarisme*. Gallimard.
3. Bellina, S. (2009). *La gouvernance démocratique : un nouveau paradigme pour le développement ?* Institut de la gouvernance. <http://www.institut-gouvernance.org/fr/document/fiche-document-158.html>
4. Burdeau, G. (1956). *La démocratie*. Éditions du Seuil.
5. Burdeau, G. (1967). *Traité de science politique* (2e éd., Vol. 2 : L'État). Librairie générale de droit et de jurisprudence.
6. Conférence épiscopale nationale du Congo. (2012, 11 janvier). *Le peuple congolais a faim et soif de justice et de paix*. CENCO. www.cenco.cd
7. Dye, T. (1998). *Understanding public policy* (9e éd.). Prentice Hall.
8. Hassenteufel, P. (2011). *Sociologie politique : l'action publique*. Armand Colin.
9. Lateef, S. (Éd.). (1992). *Governance and development*. Banque mondiale.
10. Loka-ne-Kongo. (2001). *Lutte de libéra-*

- tion et piège de l'illusion... Multipartisme intégral et dérive de l'opposition au Zaïre (1990-1997). Presses Universitaires du Congo.
11. Muller, P. (1994). Les politiques. Presses Universitaires de France.
12. Pourtier, R. (2012). Les élections de 2011 en RDC, entre cafouillage et tripatouillage. *EchoGéo*. <https://doi.org/10.4000/echo-geo.13119>
13. Ravitch, D. (1991, avril). Education and culture in a free society [Communication]. Educational Excellence Network's International Civic Education Conference, Washington, États-Unis.
14. Schmitter, P. (2000). Réflexions liminaires à propos du concept de gouvernance. Dans C. Gobin & B. Rihoux (Éds.), *La démocratie dans tous ses états* (p. 58). Bruylant.
15. Shomba Kinyamba, S., & Mwene Batende, G. (2008). *Vade-mecum du chercheur-enquêteur*. Kinshasa/M.E.S.
16. Vangu Ngimbi, I. (2017). *Éclairage sociologique sur quelques notions canoniques de la science politique*. L'Harmattan.